

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AVRIL 1922.

Projet de loi

approuvant la participation de l'État dans la formation de l'Association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A la différence de la plupart de nos villes importantes, Bruxelles ne possède point des installations appropriées aux grandes manifestations d'Art. Cette situation, indigne d'une capitale qui s'honore d'un si haut rang dans le domaine intellectuel, suscite depuis bien des années les protestations des artistes et du public. Une heureuse combinaison va y mettre terme enfin.

Sous le régime de la loi du 27 juin 1921, c'est-à-dire en dehors de tout esprit de lucre, s'est constituée, à Bruxelles, le 4 avril 1922, sous la dénomination de « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », une association ayant pour objet la construction et l'exploitation d'un édifice à affecter à des expositions d'art, à des auditions musicales, à des représentations ou conférences littéraires et artistiques. L'État, la province de Brabant, la ville de Bruxelles, ainsi que quelques personnalités en sont les fondateurs.

A raison du caractère de l'œuvre projetée, d'une part, et de la situation financière et économique du pays, d'autre part, il a paru expédient de chercher à la réaliser sans en imposer la charge entière et immédiate à l'État, dans un moment où celui-ci doit faire face à tant de besoins sacrés, urgents et inéluctables : le relèvement des régions dévastées, la crise du logement populaire, les pensions de guerre et de vieillesse, la dotation des combattants, le chômage involontaire, la restauration industrielle.

C'est dans cette pensée que les promoteurs ont résolu de faire appel aux capitaux privés, par la voie d'un emprunt dont l'État garantirait l'intérêt et l'amortissement et dont il aiderait à assurer le service par l'allocation d'un subside annuel; la Société, dans l'avenir, affectera à ce service les recettes nettes de son

exploitation, de manière que l'intervention du Trésor pourra se réduire progressivement jusqu'à extinction complète.

Le principe de cette intervention a d'ailleurs déjà été adopté par la Législature, qui a alloué sous l'art. 38 du Budget extraordinaire pour l'exercice 1921 un crédit de 200,000 francs, sous ce libellé : « Minimum d'intérêt garanti par l'Etat » à l'association sans but lucratif à constituer en vue de l'édification et de l'exploitation d'un Palais des Beaux-Arts à Bruxelles. (Crédit pour 1921.) »

Indépendamment de l'appui moral et financier défini ci-dessus, l'Etat fait apport à l'Association des études et plans du palais projeté dressés par M. l'Architecte Horta, plans approuvés par le Ministre des Travaux Publics et que l'auteur s'est engagé à compléter; sont en outre compris dans l'apport de l'Etat tous les documents relatifs aux adjudications et demandes de prix faites en 1920.

La ville de Bruxelles, de son côté, fait don du terrain nécessaire.

Le projet de loi ci-joint a pour objet l'approbation, d'une part, de la participation de l'Etat dans la constitution de la société du « *Palais des Beaux-Arts de Bruxelles* », d'autre part, des apports promis et des autres engagements pris au nom de l'Etat, tels qu'ils sont définis par les articles 11, 12 et 15 des statuts de cette association, statuts dont le texte est annexé audit projet de loi.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics.*

B^{on} RUZETTE.

Palais des Beaux-Arts de Bruxelles

(Association sans but lucratif).

STATUTS.

Par devant Maître Albert POELAERT, notaire résidant à Bruxelles,

Ont comparu :

1. L'ÉTAT BELGE, représenté par M. Paul RICAUX, directeur général au Ministère des Finances, demeurant à Molenbeek Saint-Jean, 52, rue Vandenboogaerde, aux termes d'une délégation lui conférée par M. le Premier Ministre, Ministre des Finances, à la date du quatre avril courant, dont l'original restera ci-annexé.

2. LA PROVINCE DE BRABANT, représentée par M. Ernest RICHARD, avocat, demeurant à Etterbeek, rue Belliard, député permanent, aux termes d'une délégation de la Députation permanente du Brabant en date du 8 février 1922, dont une expédition demeurera annexée aux présentes.

3. LA VILLE DE BRUXELLES, représentée par son Bourgmestre, M. Adolphe MAX, en vertu d'une délégation du Collège des Bourgmestre et Échevins de la Ville de Bruxelles, en date du 4 avril courant, et en suite d'une délibération du Conseil communal en date du 14 novembre 1921, dont des copies resteront ci-annexées, M. le Bourgmestre assisté de M. Maurice VAUTHIER, demeurant à Bruxelles, secrétaire communal.

4. M. Alexandre BRAUN, sénateur, président des Amis du Musée, demeurant à Ixelles, rue du Prince Royal.

5. M. Max HALLET, membre de la Chambre des représentants, avocat, demeurant à Bruxelles, 366, avenue Louise, représenté par M. VINCK, ci-après nommé, qui se porte fort pour lui.

6. M. Paul HYMANS, ministre d'État, membre de la Chambre des représentants, demeurant à Bruxelles, 15, rue Ducale.

7. M. Henri LE BOEUF, docteur en droit, demeurant à Forest, 181, avenue Molière.

8. M. Adolphe MAX, bourgmestre de la Ville de Bruxelles, ministre d'État, membre de la Chambre des représentants, demeurant à Bruxelles, 57, rue Joseph II.

9. M. Robert duc d'URSEL, sénateur, demeurant à Bruxelles, Marché-au-Bois.

10. M. Émile VINCK, sénateur, directeur de l'Union des Villes, demeurant à Ixelles 85, rue Washington.

11. M. Henri WALTERS, membre de la Commission directrice du Musée royal des Beaux-Arts, demeurant à Ixelles, 39, rue Adolphe.

Lesquels nous ont requis de dresser acte de leurs conventions ci-après :

ARTICLE PREMIER. — Entre les comparants et les membres qui seront admis ultérieurement à faire partie de l'association il est formé, sous la dénomination de « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », une association ayant pour but, en dehors de tout esprit de lucre, de construire à Bruxelles et d'administrer un édifice destiné principalement à des expositions artistiques, à des auditions musicales, à des représentations ou à des conférences littéraires et artistiques.

ART. 2. — Cet édifice sera construit sur un terrain dont la Ville fait ci-après apport à la Société et consistant en :

« Un terrain sis à l'angle des rues Ravenstein et de la Bibliothèque, ayant respectivement à ces voies des façades de 59 m. 35 cm. et 61 m. 25 cm., mesurées jusqu'à la rencontre des alignements, lesquels sont reliés par un pan coupé de 5 mètres et ayant d'après mesurage une contenance de 7,604 m² 70 dm² tenant aux dites rues et des autres côtés à M. De Keukelaere-Beckers, Paul, et M^{me} Beckers, Louise-Marie-Françoise, à M. Errera, Paul-Joseph, à la Ville de Bruxelles, à l'État belge, à la Ville de Bruxelles et à la rue Terarken.

« Ce terrain se trouve décrit en un plan qui a été dressé par M. Octave Lefbvre, géomètre, le 25 mars 1922, qui restera ci-annexé après mention. »

« L'Association aura son siège dans le Palais des Beaux-Arts; pendant le temps de la construction, le Conseil d'administration fixera à titre provisoire le siège social dans l'agglomération bruxelloise.

ART. 3. — Le nombre des associés ne pourra jamais être inférieur à sept.

Outre les comparants, pourront faire partie de l'association les personnes physiques ou civiles qui y seront admises à la suite d'un ballottage et à la majorité des deux tiers des membres présents à l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. Tout membre est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paie pas sa cotisation ou qui ne répond pas aux appels de fonds prévus à l'article 4 ci-après.

L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que dans la forme prévue à l'article 12 de la loi du 27 juin 1921.

ART. 4. — Chaque membre de l'association souscrit une part de 500 francs, libérée à la souscription de 200 francs le solde pouvant être appelé par le conseil d'administration. Celui-ci fixe aussi le montant de la cotisation annuelle qui ne pourra être supérieur à 100 francs.

La responsabilité personnelle des membres est limitée au montant de leur souscription.

ART. 5. — L'Association est administrée par des mandataires à temps révocables, rétribués ou gratuits.

Les administrateurs seront au nombre de cinq au moins, nommés par l'assemblée générale. Ils peuvent cependant pour la première fois être nommés par les statuts. La durée de leur mandat ne peut excéder six ans ; ils sont rééligibles.

Le Conseil d'administration est renouvelable par tiers tous les deux ans ; le sort désigne l'ordre de sortie pour la première fois.

Il élit parmi ses membres un président et un vice-président.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs, en tout ou partie, à l'un ou plusieurs de ses membres, ou à un tiers, ou à un comité composé de cinq membres au plus.

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts est de sa compétence. Notamment, il peut faire au nom de l'association, tout traité d'exploitation, de location, emprunter, constituer et accepter toutes hypothèques, tous gages et nantissements, consentir la voie parée, consentir ou renoncer à tous droits réels, donner main levée de toutes inscriptions, transcriptions, oppositions ou saisies, tant avant qu'après paiement, compromettre et transiger sur tous intérêts sociaux.

Il nomme et démissionne tous employés et gens de service et fixe leurs émoluments.

A moins de délégation spéciale à un ou des membres du Conseil d'administration tous actes qui engagent l'Association, autres que ceux du service journalier, sont signés par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil d'administration.

ART. 6. — Les opérations de l'Association sont surveillées par trois commissaires, nommés pour six ans. Le Collège des commissaires est renouvelable par tiers tous les deux ans. Le sort désigne l'ordre de sortie pour la première fois. Ils ont un droit illimité de contrôle et de surveillance. Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement de toutes les écritures de la Société. Ils doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

ART. 7. — Les membres de l'Association se réunissent de plein droit en assemblée générale le premier jeudi du mois d'octobre et pour la première fois en 1923.

Celle-ci peut être convoquée par les administrateurs chaque fois qu'ils le jugent utile ; elle doit l'être lorsque le cinquième des associés en fait la demande.

Tous les membres de l'Association doivent être convoqués aux assemblées générales au moins trois jours avant la date de l'assemblée. L'ordre du jour sera joint à cette convocation.

Toute proposition signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé ou par un tiers.

ART. 8. — Tous les membres ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale, sauf l'État et la Ville de Bruxelles qui disposeront chacun d'un nombre de voix égal aux trois dixièmes des voix des membres votants

Conséquemment, le nombre de voix revenant aux membres sera calculé spécialement à l'occasion de chaque assemblée.

ART. 9. — L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent l'Association. Elle arrête le budget des recettes et des dépenses, nomme et révoque les administrateurs et commissaires, approuve leurs comptes et leur délivre décharge et prend toutes mesures utiles conformes à l'intérêt de la Société.

Les résolutions prises aux assemblées générales seront portées à la connaissance des associés et des tiers par leur publication aux annexes du *Moniteur belge*.

ART. 10. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'Association s'est instituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui délibérera, quel que soit le nombre des membres présents; mais cette décision doit être soumise à l'homologation du tribunal civil.

ART. 11. — L'État transfère à l'Association ses droits et obligations résultant de la convention intervenue, le 20 novembre 1919, entre lui et M. Victor Horta, architecte, avenue Louise, 136, à Bruxelles, pour déterminer les conditions de l'intervention de ce dernier dans l'édification d'un « *Palais des Arts* » sur le terrain décrit à l'article 2 des présents statuts.

Par un avenant à la dite convention, en date du 3 avril 1922, lequel est ci-annexé, M. Horta, acquiesce sans réserve à cette substitution de co-contractant; il consent ainsi à délier complètement l'État de ses obligations et accepte que celles-ci soient reprises intégralement et exclusivement par l'Association.

L'État fait en outre apport à celle-ci :

- 1° Des études et plans dressés par M. Horta, tels qu'ils existent à ce jour ;
- 2° De tous les documents relatifs aux adjudications et demandes de prix faites en 1920 ;
- 3° Du bénéfice du paiement d'une somme de sept mille cent cinquante-cinq fr., quatre-vingts centimes, (fr. 7,155.80), liquidée par le Département des Travaux

Publics pour travaux préliminaires effectués en régie en vue des sondages pratiqués dans le terrain à affecter à l'emplacement de l'édifice ;

4° Du bénéfice du paiement d'une somme de septante mille francs (70,000 fr.) payée à M. Horta, à titre d'acompte sur le montant de ses honoraires.

ART. 12. — L'État garantira envers les tiers, aux conditions à déterminer par le Gouvernement, l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt d'un montant effectif de quinze millions de francs à émettre par l'Association, d'accord avec le Ministre des Finances, pour couvrir les frais de construction et d'aménagement complet du Palais des Beaux-Arts.

Pendant la durée de l'emprunt, l'État allouera à la Société un subside annuel destiné à combler l'insuffisance éventuelle des ressources qui pourront être affectées par elle au paiement de l'annuité.

ART. 13. — La Ville de Bruxelles fait apport à l'Association du terrain destiné à recevoir les constructions et dépendances du Palais des Beaux-Arts, à l'exclusion de la parcelle de terrain sur laquelle seront édifiés les bâtiments à destination de magasins en bordure de la voie publique. La Ville demeurera propriétaire de la dite parcelle et deviendra propriétaire des constructions (rez-de-chaussée, sous-sols, entresols) qui seront édifiées, sans préjudice du droit de propriété de la Société sur les sous caves et les étages supérieurs qui seraient une dépendance du futur Palais des Beaux-Arts.

ÉTABLISSEMENT DE LA PROPRIÉTÉ .

« Le terrain appartient à la Ville de Bruxelles pour avoir été acquis ou exproprié pour cause d'utilité publique, en vertu d'un arrêté royal du 7 novembre 1904 et de la convention intervenue le 7 avril 1903 entre l'État belge et la Ville de Bruxelles, pour la transformation et l'aménagement du quartier de la Putterie et de ses abords, ainsi que pour le percement de l'impasse du Parc, en cette ville. Le dit arrêté royal est intervenu ensuite de la délibération du Conseil communal de la Ville de Bruxelles en date du 1^{er} février 1904 adoptant :

1° Un plan général des travaux à réaliser en exécution de la dite convention, ainsi qu'un plan d'alignement et d'expropriation par zones des immeubles nécessaires à l'exécution du projet ;

2° Un plan des terrains à revendre par lots comme terrains à bâtir. La convention du 7 avril 1903 a été complétée par un avenant intervenu le 12 août 1914.

« L'Association (Palais des Beaux-Arts) devra se contenter de la qualification de propriété qui précède et ne pourra exiger d'autre titre qu'une expédition des présentes. »

ART. 14. — Toutes les recettes à retirer des cotisations et de l'exploitation du Palais des Beaux-Arts seront affectées à acquitter les charges de toute nature grevant cette exploitation, y compris les taxes et impôts, et ensuite les intérêts et amortissement des capitaux investis dans l'entreprise. L'excédent éventuel ne pourra jamais être réparti entre les membres, mais sera exclusivement et toujours consacré à mieux assurer la réalisation du but désintéressé des promoteurs de l'œuvre.

Les comptes sont arrêtés chaque année le 31 juillet et pour la première fois en 1923.

ART. 15. — En cas de dissolution de la société, il sera procédé à sa liquidation conformément aux prescriptions de la loi, mais son avoir mobilier et immobilier reviendra à la Ville de Bruxelles, qui sera tenue de donner aux biens une affectation se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'Association a été créée. La Ville assumera, dans cette éventualité, en partage égal avec l'État, les charges résultant du service de l'amortissement et des intérêts de l'emprunt prévu à l'article 12 ci-dessus.

ART. 16. — Les engagements de l'Etat prévus dans les présents statuts sont subordonnés à l'approbation de la Législature.

ART. 17. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les comparants déclarent se référer aux clauses et conditions de la loi relative à la personnification civile des Associations sans but lucratif.

ART. 18. — Sont nommés :

1° Administrateurs : MM. MAX, BRAUN, LE BOEUF, RICHARD, RICAUX, VINCK et WAUTERS, préqualifiés qui déclarent accepter;

2° Commissaires : MM. HYMANS et le Duc d'URSEL, prénommés, qui déclarent accepter et M. HALLET.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, en l'Hôtel de Ville.

L'an mil neuf cent vingt-deux, le quatre avril.



ANNEXE II.

CONVENTION

conclue entre M. ANSEELE, *ministre des Travaux publics*, et M. Victor HORTA, *architecte, demeurant à Bruxelles, 18, place Stéphanie, pour déterminer les conditions de l'intervention de ce dernier, dans la rédaction des projets de travaux à effectuer pour l'édification d'un Palais des Arts sur le terrain situé derrière la propriété Errera, rue Royale, 14, et compris entre les rues Ravenstein et Terarken.*

ARTICLE PREMIER. — M. V. HORTA s'engage à soumettre au Département des Travaux publics, le 1^{er} décembre prochain, un avant-projet du susdit palais, comprenant des plans aux divers étages et les coupes transversales et longitudinales à l'échelle de 0^m005 par mètre, en nombre suffisant pour permettre d'apprécier le travail dans toutes ses parties et à remanier cet avant-projet jusqu'à ce que le Département des Travaux publics le juge susceptible d'être approuvé.

ART. 2. — Dans le délai d'un mois après l'approbation de l'avant-projet, M. HORTA s'engage à fournir les plans d'ensemble et de détails, ainsi que le devis estimatif avec cahier des charges, nécessaires pour la mise en adjudication par appel restreint des travaux.

M. HORTA fournira à l'Administration les clichés nécessaires à la photographie des plans et trois séries complètes des plans reproduits.

Les autres dessins et épures à remplir aux fournisseurs et artisans seront fournis immédiatement après l'adjudication.

Si l'Administration le juge nécessaire, M. HORTA modifiera ses plans, dessins et épures, ainsi que le devis estimatif et le cahier des charges jusqu'à ce qu'elle les trouve susceptibles de recevoir l'approbation du Gouvernement.

M. HORTA se charge de la direction artistique des travaux. Le service des Bâtiments civils du Brabant en aura la direction technique et administrative.

Cette direction comprendra :

- 1^o La vérification des plans, cahier des charges, métré, détails estimatifs, etc.;
- 2^o La conclusion des marchés ;
- 3^o La réception des matériaux en ce qui concerne la nature, la résistance et les qualités essentielles ;
- 4^o La surveillance des bétons et mortiers et le contrôle et la mise en œuvre des matériaux ;
- 5^o La réception des travaux ;
- 6^o La tenue et la vérification des attachements, des états de situation, la tenue et le règlement des mémoires éventuels des travaux de toute nature, la rédaction des pièces de comptabilité pour le paiement aux entrepreneurs et la liquidation des comptes.

Si l'Administration le demande, M. HORTA devra intervenir dans la rédaction des décomptes et devra d'ailleurs fournir à l'Administration tous les renseignements nécessaires à l'exécution du projet sans que ses honoraires fixés comme ci-dessous puissent être augmentés de ce chef.

M. HORTA ne sera pas assujéti à la responsabilité prévue par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

ART. 3. — Les honoraires dus à M. HORTA seront liquidés comme suit :

Vingt mille francs après l'approbation de l'avant-projet, le reste par acomptes de vingt mille francs; le premier après l'approbation des soumissions des entrepreneurs et les suivants au fur et à mesure de l'avancement des travaux chaque fois que les états de réception provisoire monteront à un total de quatre cent mille francs. La somme totale des honoraires sera calculée sur la base de cinq pour cent de l'ensemble des dépenses faites sur le présent édifice.

M. HORTA ne pourra prétendre à des honoraires pour des travaux imprévus ou des modifications au projet après l'adjudication que si l'Administration lui demande de fournir des plans et devis estimatifs détaillés de ces travaux prévus au projet et ne seront dus que si l'ensemble des modifications et les imprévus donnent lieu à une augmentation de dépense et dans la mesure de cette augmentation.

ART. 4. — Aucune modification de nature à altérer le caractère de l'œuvre ne pourra être apportée à celle-ci sans l'assentiment ou le concours de l'auteur.

ART. 5. — Dans le cas de décès ou dans l'hypothèse où des circonstances obligeraient M. HORTA à interrompre le travail à n'importe quel moment, il sera alloué quatre pour cent pour fourniture des plans d'ensemble et de détails, dessins et cahier des charges, et un pour cent du chef de la direction artistique, calculée sur le montant des travaux exécutés à la date de la résiliation du contrat.

ART. 6. — Le Gouvernement se réserve le droit de résilier la présente convention, si M. HORTA ne satisfait pas à ses obligations dans les délais prescrits.

ART. 7. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent contrat sont à la charge de M. HORTA.

Fait en double à Bruxelles, le 20 novembre 1919.

L'Architecte,

VICTOR HORTA.

Le Ministre des Travaux publics,

ANSELE.

DUPLICATA

Enregistré deux rôles sans renvoi à
Bruxelles-Sud, le trois décembre 1919.
Vol. 371, f° 93, case 9.

Reçu deux francs quarante centimes
(fr. 2.40).

Le Receveur,

VAN TEMSCHE.

ANNEXE III.

AVENANT A LA CONVENTION

conclue, le 20 novembre 1919, entre M. ANSEELE, Ministre des Travaux Publics, et M. VICTOR HORTA, architecte, demeurant 18, place Stéphanie, à Bruxelles, relative à l'édification d'un « Palais des Arts ».

Entre M. le baron RUZETTE, Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics, agissant au nom de l'État, et M. VICTOR HORTA, préqualifié, il est convenu ce qui suit :

L'État transférera, sous réserve d'approbation par la Législature, ses droits et obligations résultant de la convention susvisée, à l'Association sans but lucratif à constituer à Bruxelles, sous la dénomination de « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » entre l'État, la province de Brabant, la Ville de Bruxelles et consorts.

Ce transfert sera réalisé et constaté par l'acte constitutif de cette Association ; M. HORTA, y acquiesce d'ores et déjà sans réserve et reconnaît que l'État sera ainsi délié desdites obligations ; il consent à ce que celles-ci soient reprises intégralement et exclusivement par l'« Association du Palais des Beaux-Arts ».

Il est expressément entendu que la substitution de cette dernière à l'État ne modifiera en rien la nature et l'étendue des droits et obligations des parties contractantes ; mais elle aura pour conséquence de décharger le service spécial des Bâtiments civils du Brabant de la direction technique et administrative des travaux, laquelle sera exercée par les soins de l'Association elle-même.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte incomberont à l'État.

Fait en double, à Bruxelles, le 3 avril 1922.

L'Architecte,

VICTOR HORTA.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics,*

BARON RUZETTE.



ANNEXE AU N° 166.

BIJLAGE VAN N° 166.

PROJET DE LOI

approuvant la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances.

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés, d'une part, la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif, dénommée « *Palais des Beaux-Arts de Bruxelles* », constituée à Bruxelles », le 4 avril 1922, sous le régime de la loi du 27 juin 1921, dont le texte des statuts est annexé à la présente loi; d'autre part, les engagements de l'État tels qu'ils sont définis par les articles 11, 12 et 15 desdits statuts.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der deelneming van den Staat aan de oprichting der vereeniging zonder winstgevend doel, genaamd « *Paleis der Kunsten, te Brussel* », alsmede der verschillende uit deze deelneming voortvloeiende verbintenissen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Worden goedgekeurd, eenerzijds, de deelneming van den Staat aan de oprichting van de vereeniging zonder winstgevend doel, genaamd : « *Paleis der Kunsten te Brussel* », gesticht te Brussel, op 4 April 1922, onder de heerschappij der wet van 27 Juni 1921, waarvan de tekst der standregelen aan de tegenwoordige wet gehecht is; anderzijds, de verbintenissen van den Staat zooals zij bij artikelen 11, 12 en 15 van gemelde standregelen bepaald worden.

ART. 2.

La dépense à résulter de la libération de la souscription de l'État et du paiement de sa cotisation annuelle (art. 4 des statuts) sera imputée sur le Budget du Ministère des Finances.

Le subsidie à allouer éventuellement à l'association, conformément au second alinéa de l'article 12 de son acte constitutif, sera liquidé à charge d'un crédit à inscrire annuellement pour cet objet au Budget de la Dette publique.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1922.

ART. 2.

De uitgave voort te vloeien uit de aflossing der inschrijving van den Staat en uit de betaling zijner jaarlijksche bijdrage (art. 4 der standregelen) wordt aangerekend op de Begrooting van het Ministerie van Financiën.

De toelage desgevallende aan de vereeniging te verleenē, overeenkomstig het tweede lid van artikel 12 harer stichtingsakte, word verevend ten laste van een jaarlijks daartoe op de Begrooting der Openbare Schuld uit te trekken crediet.

Gegeven te Brussel, den 3 April 1922.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Agriculture et des
Travaux Publics,

De Minister van Landbouw en
Openbare Werken,

Bon RUZETTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 APRIL 1922.

Ontwerp van wet

tot goedkeuring der deelneming van den Staat aan de oprichting der vereeniging zonder winstgevend doel genaamd « Paleis der Kunsten te Brussel », alsmede der verschillende uit deze deelneming voortvloeiende verbintenissen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In tegenstelling met het meerendeel onzer belangrijke steden, bezit Brussel geene inrichtingen geschikt tot groote kunstbetoelingen. Deze toestand, onwaardig eener hoofdstad welke zich vereert zoo hoog te staan op intellectueel gebied, heeft sedert jaren protesten uitgelokt van wege kunstenaars en publiek. Eene gelukkige combinatie zal daaraan een einde stellen.

Onder de heerschappij der wet van 27 Juni 1921, 't is te zeggen buiten elk bejag op winst, is te Brussel, den 4 April 1922, onder de benaming « Paleis der Kunsten te Brussel », eene vereeniging gesticht, hebbende ten doel het bouwen en de exploitatie van een gebouw bestemd tot kunsttentoonstellingen, muzikale uitvoeringen, letterkundige- en kunstvertooningen of -voordrachten. De Staat, de provincie Brabant, de stad Brussel, alsmede enkele personaliteiten zijn de stichters dezer maatschappij.

Ter oorzaak, eensdeels, van het karakter van het ontworpen werk en, anderdeels, van 's lands financieelen en economischen toestand, heeft het geschikt gebleken naar middelen uit te zien om hetzelfde ten uitvoer te brengen, zonder daarom den ganschen en onmiddellijken last aan den Staat over te laten op een oogenblik dat deze het hoofd moet bieden aan zooveel heilige, dringende en onvermijdelijke noodwendigheden : de herstelling der verwoeste gewesten, den woningnood, de oorlogs- en ouderdomspensioenen, de dotatie der strijders, de onvrijwillige werkloosheid, de nijverheidsherstelling.

Met deze gedachte hebben de aanleggers besloten een beroep te doen op de private kapitalen door middel eener leening waarvan interest en delging door den Staat zou gewaarborgd worden en waarvan den Staat, eveneens, door toe-

kenning eener jaarlijksche toelage, den dienst zou helpen verzekeren; de maatschappij zal in de toekomst de zuivere opbrengsten harer exploitatie aan dezen dienst besteden opdat de tusschenkomst der Schatkist trapsgewijze kunne afnemen tot volledige aflossing.

Het beginsel dezer tusschenkomst werd overigens reeds door de Wetgeving aangenomen, dewelke onder artikel 38 van de buitengewone Begrooting over het dienstjaar 1921 een crediet van 200.000 frank toekende, in de volgende bewoordingen: « Minimum-interest, door den Staat gewaarborgd aan de vereeniging zonder winstbejag op te richten tot het bouwen en in het bedrijven » van een Paleis der Kunsten te Brussel (Crediet voor 1921). »

Buiten den hooger omschreven zedelijken en financieelen steun, doet de Staat aan de vereeniging inbreng der studiën en plannen van het ontworpen paleis door den heer bouwkundige Horta opgesteld, plannen welke door den Minister van Openbare Werken goedgekeurd werden en tot afwerking waarvan gemelde bouwkundige zich verbonden heeft; zijn daarenboven begrepen in den inbreng van den Staat al de bescheiden betreffende de in 1920 gedane aanbestedingen en prijsaanvragen.

Harerzijds schenkt de stad Brussel het noodige terrein.

Hierbijgaand wetsontwerp heeft voor doel goedkeuring, eenerzijds, der deelneming van den Staat aan de stichting der maatschappij « Paleis der Kunsten te Brussel », anderzijds, der toegezegde inbrengen en der andere verbintenissen namens den Staat aangegaan, zooals zij bij artikelen 11, 12 en 13 der standregelen van die vereeniging bepaald zijn, standregelen waarvan de tekst als bijlage bij dit wetsontwerp gaat.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

B^a RUZETTE.

Paleis der Kunsten te Brussel

(Vereeniging zonder winstgevend doel).

STANDREGELEN

Voor Meester ALBERT POELAERT, notaris, woonachtig te Brussel,

Zijn verschenen :

1. DE BELGISCHE STAAT, vertegenwoordigd door den heer Paul RIGAUX, Algemeenen Bestuurder bij het Ministerie van Financiën, wonende te Sint-Jans-Molenbeek, 52, Vandenboogaerdestraat, volgens machtiging hem opgedragen door den heer Eersten Minister, Minister van Financiën, gedagteekend van vierden der loopende maand April, waarvan het origineel hieraan zal gehecht blijven.

2. DE PROVINCIE BRABANT, vertegenwoordigd door den heer Ernest RICHARD, advocaat, wonende te Elterbeek, Belliardstraat, bestendigen afgevaardigde, volgens machtiging der Bestendige Alvaardiging van Brabant, gedagteekend van 8 Februari 1922, waarvan eene verzending hieraan zal gehecht blijven.

DE STAD BRUSSEL, vertegenwoordigd door haren Burgemeester, den heer Adolf MAX, volgens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen der Stad Brussel, gedagteekend van vierden der loopende maand April, en ten gevolge eener machtiging van den Gemeenteraad gedagteekend van 14 November 1921, waarvan de afschriften hieraan zullen gehecht blijven, den heer Burgemeester bijgestaan door den heer Maurice VAUTHIER, wonende te Brussel, gemeentesecretaris.

4. De heer Alexander BRAUN, senator, voorzitter der « Amis du Musée », wonende te Elsene, Prinsstraat.

5. De heer Max HALLET, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, advocaat, wonende te Brussel, 366, Louizalaan, vertegenwoordigd door den heer VINCK, hiernagenoemd, die voor hem instaat.

6. De heer Paul HYMANS, Staatsminister, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, wonende te Brussel, 15, Hertogstraat.

7. De heer Hendrik LE BŒUF, doctor in de rechten, wonende te Vorst, 181, Molièrelaan.

8. De heer Adolf MAX, burgemeester der Stad Brussel, Staatsminister, lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wonende te Brussel, 57, Jozef II straat.

9. De heer Robert Hertog d'URSEL, senator, wonende te Brussel, Houtmarkt.

10. De heer Emiel VINCK, senator, Bestuurder van l' « Union des Villes », wonende te Elsenr, 83, Washingtonstraat.

11. De heer Hendrik WAUTERS, lid der « Bestuurscommissie van het Koninklijk Museum van schoone Kunsten », wonende te Elsene, 39, Adolfstraat.

Dewelke ons aanzocht hebben akte op te maken van hunne hiernavermelde overeenkomsten :

ARTIKEL ÉÉN. — Tusschen de verschijnenden en de leden die later zullen toegelaten worden deel uit te maken der Vereeniging wordt, onder de benaming « *Paleis der Kunsten te Brussel* », eene Vereeniging opgericht welke ten doel heeft, buiten alle winstbejag, te Brussel een gebouw te stichten en te beheeren, hoofdzakelijk bestemd tot Kunsttentoonstellingen, muzikale uitvoeringen, letterkundige- en kunstvertooningen of -voordrachten.

ART. 2. — Dit gebouw zal gesticht worden op een terrein waarvan de Stad hierachter inbreng doet aan de Maatschappij, en dat bestaat uit :

« Een terrein gelegen op den hoek der Ravenstein- en Bibliotheekstraten, hebbende onderscheidenlijk aan deze wegen voorgevels van 59 m. 35 cm. en 61 m. 25 cm., gemeten tot op het samentreffen der rooilijnen, dewelke verbonden zijn door een afgestompten hoek van 5 meter, en volgens meting eene grootte hebbende van 7,604 m² 70 dm², palende aan gemelde straten en langs de andere kanten aan den heer De Keukelaere-Beckers, Paul, en Mevrouw Beckers, Louiza-Maria-Françoise, aan den heer Errera, Paul-Joseph, aan de Stad Brussel, den Belgischen Staat, de Stad Brussel en aan de Terarkenstraat.

« Dit terrein bevindt zich beschreven in een plan, dat daarvan opgemaakt werd door den heer Octavius Lefbvre, landmeter, den 25 Maart 1922, hetwelk na melding, hieraan zal gehecht blijven.

« De Vereeniging zal haren zetel in het Paleis der Kunsten hebben; tijdens het verloop der bouwwerken zal de Beheerraad voorloopig den maatschappelijken zetel in de Brusselsche agglomeratie vestigen.

ART. 3. — Het getal vennoten zal nooit minder dan zeven mogen bedragen.

Buiten de verschijnenden, zullen kunnen deel uitmaken van de Vereeniging : de natuurlijke- of rechtspersonen, die daartoe zullen aangenomen worden op grond eener stemming en bij de meerderheid van de twee derden der leden tegenwoordig op de te dien einde bijzonder belegde algemeene

vergadering. Elk lid is vrij zich uit de vereeniging terug te trekken door zijn ontslag bij de beheerders in te dienen. Wordt geacht ontslagnemer te zijn de vennoot die zijne bijdrage niet betaalt, of die geen gevolg geeft aan de verzoeken tot storting van fondsen, voorzien bij navolgend artikel 4.

De uitsluiting van eenen vennoot kan niet uitgesproken worden dan in den vorm voorzien bij artikel 12 der wet van 27 Juni 1921.

ART. 4. — Door ieder lid der Vereeniging wordt ingeschreven voor een aandeel van 500 frank, waarop bij de inschrijving 200 frank gestort wordt, het saldo kunnende door den beheerraad ingevorderd worden. Deze stelt ook het bedrag der jaarlijksche bijdrage vast, die niet meer dan 100 frank mag bedragen.

De persoonlijke verantwoordelijkheid der leden is beperkt tot het bedrag hunner inschrijving.

ART. 5. — De Vereeniging wordt beheerd door al of niet bezoldigde tijdelijke lasthebbers, wier aanstelling kan ingetrokken worden.

De beheerders zullen ten getale zijn van vijf, benoemd door de algemeene vergadering. Evenwel kunnen zij de eerste maal door de standregelen benoemd worden. De duur van hun mandaat mag zes jaar niet overtreffen; zij zijn herkiesbaar.

De beheerraad is om de twee jaar bij derden hernieuwbaar; de orde van aftreding wordt voor de eerste maal bij loting bepaald.

Hij verkiest uit zijne leden eenen voorzitter en eenen ondervoorzitter.

In geval eene plaats van beheerder openvalt, hebben de overblijvende beheerders en de commissarissen, vereenigd, het recht voorloopig daarin te voorzien. In dit geval gaat de algemeene vergadering, bij de eerste bijeenkomst, over tot de definitieve verkiezing.

De beheerraad neemt de zaken der Vereeniging waar en vertegenwoordigt haar in al de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Hij kan, op zijne verantwoordelijkheid, zijne bevoegdheid, gansch of gedeeltelijk, overdragen aan een of meer zijner leden, of aan eenen derde, of aan een Comité ten hoogste uit vijf leden samengesteld.

Hij is gehouden jaarlijks de rekening van het verlopen dienstjaar en de begroting van het volgend dienstjaar aan de goedkeuring der algemeene vergadering te onderwerpen.

Al wat door deze standregelen niet aan de algemeene vergadering is voorbehouden behoort, tot zijne bevoegdheid. Zoo kan hij, in naam der Vereeniging, alle overeenkomst tot exploitatie en tot verhuring sluiten, leenen, alle hypotheken en alle panden en waarborgen vestigen of aangaan, toestemming geven tot dadelijke uitvoering, toestemmen tot of verzaken aan alle zakelijke rechten, handlichting geven van alle inschrijvingen, overschrijvingen, verzet of beslag, zoowel vóór als na betaling, zich op scheidsrechters beroepen en dadingen aangaan nopens alle maatschappelijke belangen.

Hij benoemt en ontslaat alle beambten en dienstlieden, en stelt hunne bezoldiging vast.

Behoudens bijzondere machtiging aan één of meer leden van den beheerraad verleend, worden alle akten die de Vereeniging verbinden, andere dan die van den dagelijkschen dienst, onderteevend door twee beheerders, welke tegenover derden geen bewijs hebben te leveren van eene voorafgaande beraadslaging van den beheerraad.

ART. 6. — Op de verrichtingen der Vereeniging wordt toezicht gehouden door drie commissarissen, voor zes jaar benoemd. Het College der commissarissen is, om de drie jaar, bij derden hernieuwbaar. De volgorde van aftreding wordt voor de eerste maal door loting bepaald. Zij hebben een onbegrensd recht van toezicht en bewaking. Zij kunnen zonder verplaatsing kennis nemen van alle geschriften der vennootschap. Zij moeten aan de algemeene vergadering den uitslag hunner opdracht onderwerpen, met de voorstellen die zij gepast vinden.

ART. 7. — De leden der Vereeniging vergaderen van rechtswege in algemeene vergadering den eersten Donderdag der maand October en voor de eerste maal in 1923.

Die vergadering mag door de beheerders belegd worden telkenmale zij het nuttig achten; zij moet het worden op verzoek van het vijfde der vennoten.

Al de leden der Vereeniging moeten tot de algemeene vergadering worden opgeroepen ten minste drie dagen vóór den datum der vergadering. De dagorde zal bij deze oproeping gevoegd worden.

Elk voorstel onderteevend door een getal leden gelijk aan het twintigste van de laatste jaarlijksche lijst moet op de dagorde gebracht worden.

De vennoten mogen zich op de algemeene vergadering doen vertegenwoordigen door een anderen vennoot of door een derden persoon.

ART. 8. — Al de leden hebben gelijk stemrecht in de algemeene vergadering, uitgezonderd de Staat en de stad Brussel, die elk over een getal stemmen beschikken gelijk aan de drie tienden der stemmende leden.

Dienvolgens, zal het getal stemmen aan de leden toekomende, bijzonder uitgerekend worden ter gelegenheid van elke vergadering.

ART. 9. — De algemeene vergadering heeft de uitgestrekste bevoegdheden om de handelingen die de Vereeniging aanbelangen te doen en te bekrachtigen. Zij bepaalt de begrooting der ontvangsten en der uitgaven, benoemt en ontslaat de beheerders en commissarissen, keurt hunne rekeningen goed, geeft hun ontlasting en neemt alle met de belangen der vennootschap strookende nuttige maatregelen.

De besluiten in de algemeene vergadering genomen, zullen ter kennis der vennoten en der derde personen gebracht worden door afkondiging in de bijlagen van den Belgischen *Moniteur*.

ART. 10. — De algemeene vergadering, kan, nopens de wijzigingen te brengen in de standregelen, slechts geldig beraadslagen indien het voorwerp dier wijzigingen bijzonder in de oproeping is aangeduid, en indien de

vergadering de twee derden der leden vereenigt. Geene wijziging mag aangenomen worden dan met de meerderheid van de twee derden der stemmen.

Nochtans indien de wijziging een der voorwerpen ten doel heeft, met het oog waarop de Vereeniging gesticht werd, zal zij enkel geldig zijn indien zij aangenomen wordt bij eenparigheid van de stemmen der in de vergadering aanwezige leden. Indien de twee derden der leden niet aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de eerste vergadering, mag eene tweede vergadering belegd worden, die zal beraadslagen welk ook het getal der aanwezige leden zij; maar deze beraadslaging moet aan de bekrachtiging van de burgerlijke rechtbank onderworpen worden.

ART. 11. — De Staat draagt op de Vereeniging zijne rechten en verplichtingen over, voortspuitende uit de overeenkomst gesloten den 20ⁿ November 1919 tusschen hem en den heer Victor Horta, bouwkundige, Louizalaan, 136, te Brussel, ten einde de voorwaarden der tusschenkomst van laatstgemelde in de opbouw van een « *Paleis der Kunsten* » op het terrein beschreven onder artikel 2 dezer standregelen, vast te stellen.

Door een bijvoegsel aan gezegde overeenkomst in dato 3 April 1922 die hierbij gaat, stemt de heer Horta, zonder voorbehoud, in met deze vervanging van medeverdragsluitende; hij stemt aldus er in toe den Staat gansch van zijne verplichtingen te ontslaan en aanvaardt dat deze geheel en uitsluitend door de Vereeniging overgenomen worden.

De Staat doet daarenboven aan deze, inbreng van :

1^o de schetsen en plannen opgemaakt door den heer Horta, zooals zij heden bestaan;

2^o al de bescheiden betreffende de aanbesteding en de prijsaanvragen gedaan in 1920;

3^o het voordeel van de betaling eener som van zeven duizend, honderd vijf-en-vijftig frank, tachtig centiemen (fr. 7,155.80), vereffend door het Departement van Openbare Werken wegens voorafgaande, voor Staatsrekening, uitgevoerde werken, met het oog op de boringen gedaan in het terrein waarop het gebouw moet gesticht worden;

4^o het voordeel van de betaling eener som van zeventig duizend frank (70,000 fr.) betaald aan den heer Horta als afkorting op het bedrag van zijn eereloon.

ART. 12. — De Staat zal, jegens derden, onder voorwaarden aan te duiden door de Regeering, de interesten en de delging waarborgen van de leening, tot een werkelijk bedrag van vijftien millioen frank, uit te geven door de Vereeniging, in overleg met den Minister van Financiën, om de kosten van opbouw en van volledige inrichting van het Paleis der Kunsten te dekken.

Tijdens den duur van de leening, zal de Staat aan de Vennootschap eene jaarlijkse toelage verleenen, bestemd om de mogelijke ontoereikendheden der geldmiddelen te dekken welke door haar tot de betaling der annuïteit zullen bestemd kunnen worden.

Art. 13. — De Stad Brussel doet inbreng bij de Vereeniging, van het terrein bestemd tot het oprichten der gebouwen en aanhoorigheden van het Paleis der Kunsten, ter uitsluiting van het perceel grond waarop de gebouwen ter bestemming van magazijnen langsheen den openbaren weg zullen opgetrokken worden. De Stad zal eigenaarster blijven van gezegd perceel en zal eigenaarster worden der gebouwen (gelijkvloers, onder- en tusschenverdiepingen) welke zullen opgericht worden, onverminderd het recht van eigendom der Maatschappij op de onder kelders en de boven verdiepingen welke eene aanhoorigheid van het toekomstig Paleis der Kunsten mochten uitmaken.

VESTIGING VAN HET RECHT VAN EIGENDOM.

Het terrein behoort de Stad Brussel toe om ten algemeenen nutte aangekocht of onteigend geweest te zijn, krachtens een Koninklijk besluit van 7 November 1904 en de overeenkomst gesloten den 7 April 1903 tusschen den Belgischen Staat en de Stad Brussel, voor het veranderen en inrichten van de Putterijwijk en van hare toegangen, alsmede voor het doorsteken van den Warandegang in deze stad. Gemeld Koninklijk besluit werd genomen ingevolge de beraadslaging van den Gemeenteraad der Stad Brussel van 1 Februari 1904, waarbij werd goedgekeurd :

- 1^o een algemeen plan van werken te verwezenlijken in uitvoering van gezegde overeenkomst, alsmede een plan van rooïing en onteigening per strooken der onroerende goederen noodig tot het uitvoeren van het ontwerp;
- 2^o een plan der terreinen bij kavelingen als bouwgronden voort te verkoopen. De overeenkomst van 7 April 1903 werd aangevuld door een bijvoegsel, opgemaakt den

« De Vereeniging (Paleis der Kunsten) zal zich moeten vergenoegen met de voorgaande bewijslevering van eigendom en zal geen anderen titel mogen vorderen dan een afschrift dezer akte.

Art. 14. — Al de ontvangsten voortvloeiende uit de bijdragen en de exploitatie van het Paleis der Kunsten zullen aanbesteed worden tot het betalen der lasten van allen aard, welke deze exploitatie bezwaren [met inbegrip van de taxes en belastingen en vervolgens de interesten en delgingen der kapitalen aangewend bij de onderneming. Het mogelijk overschot zal nooit aan de leden mogen uitgedeeld worden, maar zal uitsluitend en steeds prijsgegeven worden om het onbaatzuchtig doeleinde der eerste voorstanders van het werk beter te verwezenlijken.

De rekeningen zullen telken jare op 31 Juli en voor de eerste maal in 1923 afgesloten worden.

Art. 15. — In geval van ontbinding der Maatschappij zal er tot hare vereffening worden overgegaan overeenkomstig de bepalingen der wet, maar haar roerend en onroerend bezit zal aan de Stad Brussel toekomen, welke zal gehouden zijn aan de goederen eene bestemming te geven welke zooveel

mogelijk het doel nabij komt, met het oog waarop de Vereeniging gesticht werd. In dit geval zal de Stad op gelijken voet met den Staat, de lasten op zich nemen, welke voortvloeien uit den dienst der aflossing en de interesten van de leening voorzien bij voorgaand artikel 12.

ART. 16. — De verbintenissen van den Staat voorzien in deze standregelen zijn ondergeschikt aan de goedkeuring der Wetgeving.

ART. 17. — Voor al wat in deze akte niet voorzien is, verklaren de verschijnenden te verwijzen naar wat bedongen is bij de wet betreffende de rechtspersoonlijkheid der vereenigingen zonder winstgevend doel.

ART. 18. — Worden benoemd tot :

1^o Beheerders : de heeren MAX, BRAUN, LE BŒUF, RICHARD, RIGAUX, VINCK en WAUERS voornoemd, die verklaren aan te nemen ;

2^o Commissarissen : de heeren HYMANS en hertog d'URSEL voornoemd, die verklaren aan te nemen en de heer HALLET.

Waarvan akte.

Gedaan en verleden te Brussel, op het Stadhuis.

Ten jare negentienhonderd twee-en-twintig, den vierden April.

BIJLAGE II.

OVEREENKOMST GESLOTEN TUSSCHEN

den Heer ANSEELE, Minister van Openbare Werken, en den Heer VICTOR HORTA, Bouwkundige, wonende te Brussel, 18, Stephanieplaats, tot bepaling der voorwaarden van tusschenkomst van laatstgemelde in het opstellen der ontwerpen van werken uit te voeren voor het bouwen van een Paleis van Kunsten op het terrein gelegen achter het eigendom Errera, Koninklijke straat, n° 14, en begrepen tusschen de Ravenstein en Terarkenstraten.

ARTIKEL ÉÉN. — De heer V. HORTA neemt de verbintenis aan te onderwerpen aan het Departement van Openbare Werken, den 1^{en} December eerstkomende, een voorontwerp van gezegd paleis, omvattende plannen voor de verschillende verdiepingen en de overlangsche- en dwars-doorsneden op de schaal van 0^m.005 per meter, ten voldoende getale, om toe te laten het werk te beoordeelen in alle zijne deelen en dit voorontwerp om te werken totdat het Departement van Openbare Werken het voor goedkeuring vatbaar beoordeele.

ART. 2. — Binnen het tijdsverloop eener maand na de goedkeuring van het voorontwerp, verbindt de heer HORTA zich de plannen van den samenhang en van de bijzonderheden te leveren alsmede de raming van kosten met lastkohier, noodig ter aanbesteding der werken bij beperkten oproep.

De heer HORTA zal aan het Beheer leveren, de voor de photographie der plannen noodige afdrukken en drie volledige reeksen der gereproduceerde plannen.

De andere teekeningen en in 't groot geteekende schetsen door de leveranciers en vaklieden in te vallen, zullen geleverd worden onmiddellijk na de toewijzing.

Indien het Beheer zulks noodig oordeelt, zal de heer HORTA zijne plannen, teekeningen en schetsen, alsmede de raming der kosten en het lastkohier wijzigen totdat het Beheer bevindt dat zij ontvankelijk zijn om de goedkeuring van de Regeering te erlangen.

De heer HORTA belast zich met de artistieke leiding der werken. De bijzondere dienst der Burgerlijke Gebouwen van Brabant zal de technische en bestuurlijke leiding daarvan hebben.

Deze leiding zal omvatten :

1° Het onderzoek van de plannen, de lastkohieren, de maattabel, het bestek, enz. ;

2° Het sluiten van bouwcontracten ;

3° De aanneming der bouwstoffen wat betreft den aard, het weerstandsvermogen en de hoofdhoedanigheden ;

4° Het toezicht op het beton, de mortel en de bouwstoffen, alsmede op de verwerking dezer ;

5^o De aanneming der werken;

6^o Het bijhouden en het onderzoek der prijsbepalingen, der staten van toestand; het bijhouden en de regeling der gebeurlijke rekeningen en opgaven der werken van allen aard, het opstellen der rekenplichtigheidsstukken voor de betaling aan de ondernemers en de vereffening der rekeningen.

Indien het Beheer het vraagt, zal de heer HORTA moeten tusschenkomen in de opstelling der afrekeningen en zal hij derhalve aan het Beheer al de inlichtingen moeten verschaffen benoodigd tot uitvoering van het ontwerp zonder dat zijne honoraria vastgesteld zooals hieronder uit dien hoofde mogen verhoogd worden.

De heer HORTA zal niet onderworpen zijn aan de verantwoordelijkheid voorzien bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 3. — De honoraria aan den heer HORTA verschuldigd zullen vereffend worden als volgt :

Twintig duizend frank na de goedkeuring van het voorontwerp; het overblijvend gedeelte per voorschotten op afrekening van twintig duizend frank; het eerste na de goedkeuring der aanbiedingen der ondernemers en de volgende naarmate de vordering der werken, telkenmale de staten van voorloopige receptie tot een bedrag van vier honderd duizend frank zullen klimmen. De totale som der honoraria zal berekend worden op den grondslag van § t. h. van het geheel der uitgaven gedaan op het te stichten gebouw.

De heer HORTA zal slechts aanspraak mogen maken op honoraria voor onvoorziene werken of wijzigingen aan het ontwerp na de toewijzing, als het Beheer hem vraagt de plannen en omstandige ramingen van kosten vóór te leggen van deze onvoorziene werken of wijzigingen. Deze honoraria zijn vastgesteld voor de werken voorzien in het ontwerp en zullen slechts verschuldigd zijn indien de samenhang der wijzigingen en de niet voorziene werken aanleiding geven tot een vermeerdering van uitgave en in de mate zelve dezer vermeerdering.

ART. 4. — Geen enkele wijziging van aard het kenmerk van het werk te krenken, zal aan hetzelfde mogen toegebracht worden zonder de instemming of de medewerking van den maker.

ART. 5. — In geval van overlijden of in de onderstelling waarin zekere omstandigheden den heer HORTA zouden verplichten het werk te onderbreken op eenig oogenblik, zal er 4 p. h. toegekend worden voor levering der plans van het geheel en van de bijzonderheden, der teekeningen, en van het lastkohier, en 1 p. h. uit hoofde der artistieke leiding, berekend over het bedrag der werken uitgevoerd op den datum der opheffing van het contract.

ART. 6. — De Regeering behoudt zich het recht voor de tegenwoordige

overeenkomst op te zeggen, indien den heer HORTA niet voldoet aan zijne verplichtingen binnen de voorgeschreven tijdsbepalingen.

ART. 7. — De onkosten van zegel en registratie van het tegenwoordig contract zijn ten laste van den heer HORTA.

Gedaan in dubbel, te Brussel, den 20^e November 1919.

De Bouwkundige,

VICTOR HORTA.

De Minister van Openbare Werken,

ANSEELE.

DUPLICAAT

geregistreerd twee rollen zonder ren-
vooi te Brussel-Zuid, den derden
December 1919. Boek 371, f^o 93,
vak 9.

Ontvangen twee frank veertig cen-
tiemen (2.40).

De Ontvanger,

VAN TEMSCHE.



BIJLAGE III.

BIJVOEGSEL VAN DE OVEREENKOMST

op 20 November 1919, gesloten tusschen den heer ANSEELE, Minister van Openbare Werken, en den heer VICTOR HORTA, Bouwkundige wonende 18, Stéphanieplaats, te Brussel, betreffende het bouwen van een « Paleis der Kunsten ».

Tusschen den heer Baron RUZETTE, Minister van Landbouw en Openbare Werken, handelende in naam van den Staat, en den heer VICTOR HORTA, voornoemd, is overeengekomen hetgeen volgt :

De Staat zal, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving, zijne rechten en verplichtingen uit voornoemde overeenkomst voortspruitende, overdragen aan de Vereeniging, zonder winstgevend doel, te Brussel te stichten, onder de benaming « Paleis der Kunsten te Brussel », tusschen den Staat, de provincie Brabant, de stad Brussel en consoorten.

Deze overdracht zal bewerkstelligd en vastgesteld worden door de akte van oprichting van deze Vereeniging; de heer HORTA stemt van nu af reeds zonder voorbehoud er in toe en erkend dat de Staat aldus van gemelde verplichtingen ontbonden is; hij staat toe, dat deze verplichtingen geheel en uitsluitend door de « Vereeniging van het Paleis der Kunsten » overgenomen worden.

Het dient uitdrukkelijk te worden verstaan, dat het stellen dezer laatste in de plaats van den Staat in geenen deele den aard en de uitgestrektheid der rechten en verplichtingen van de overeenkomende partijen zal wijzigen; doch het zal voor gevolg hebben den bijzonderen dienst der burgerlijke Gebouwen van de technische en bestuurlijke leiding der werken te ontlasten, dewelke door de zorgen van het verbond zelve zal waargenomen worden.

De kosten van zegel en registratie dezer akte zullen door den Staat gedragen worden.

Gedaan in dubbel, te Brussel, den 3^e April 1922.

De Bouwkundige,

VICTOR HORTA.

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

BARON RUZETTE.

